DÉCLARATION À LA PRESSE

DES PROMESSES AUX PREUVES : NOTRE APPEL DEPUIS ANTALYA

Déclaration de presse des acteurs non étatiques africains, sous l'égide de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA)

Antalya, Turquie, 18 novembre 2026 | L'action des acteurs non étatiques africains lors de la COP31 est guidée non seulement par notre position, mais aussi par une ambition audacieuse : celle de voir de réels progrès en matière de responsabilité et une redéfinition de la justice climatique au sein des processus de la CCNUCC.

Alors que la COP31 entre dans sa phase finale, notre message au monde est sans équivoque : la crise climatique n'est plus une crise d'ambition, mais une crise de mise en œuvre. À travers l'Afrique, des communautés font déjà face à des sécheresses dévastatrices, des inondations, une insécurité alimentaire, des déplacements de populations et des pertes économiques, alors même qu'elles ont le moins contribué aux causes du changement climatique. La crédibilité de cette COP ne se mesurera donc ni aux discours, ni aux déclarations, ni aux titres accrocheurs. Elle se mesurera à la capacité des principaux responsables de la crise climatique à traduire leurs engagements en actions concrètes, en financements adéquats et en une reddition de comptes à la hauteur des enjeux.

Le débat sur les combustibles fossiles ne porte plus sur la nécessité, pour le monde, d'opérer une transition pour s'en affranchir. La question est de savoir si les grands émetteurs transformeront leurs engagements en actions mesurables, ou s'ils continueront à exploiter la flexibilité offerte par la décision de la COP28 à Dubaï — ainsi que la « feuille de route volontaire » pour sortir des combustibles fossiles — comme prétexte pour retarder l'action.

Nous appelons les pays développés et les grands émetteurs à démontrer au monde dans quelle mesure ils comptent réduire leur dépendance aux combustibles fossiles, selon quel calendrier, et par quels mécanismes leur responsabilité sera évaluée.

Alors que l'objectif de limitation de la température a déjà été dépassé, nous affirmons qu'un véritable leadership climatique est incompatible avec le maintien des financements publics en faveur des combustibles fossiles, le soutien à l'expansion de nouveaux projets pétroliers et gaziers, la persistance de subventions, ou encore l'insuffisance des investissements dans les énergies renouvelables. Les pays développés, qui portent la plus grande responsabilité et disposent des plus grandes capacités, doivent assumer la plus grande part de responsabilité dans la réduction des émissions.

Nous réaffirmons que le financement climatique demeure le test ultime de la confiance dans le processus climatique mondial, et nous rejetons l'idée selon laquelle ce financement relèverait de la charité. Le financement climatique est une obligation fondée sur la responsabilité, l'équité et les engagements déjà pris dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris.

L'injustice fondamentale est évidente ! Les pays les moins responsables du changement climatique continuent d'en payer le prix le plus fort, tandis que ceux qui en sont les plus responsables continuent de négocier les modalités du soutien au lieu de le fournir.

Jusqu'à présent, les pays développés privilégient un programme de travail sur le financement climatique conçu comme un simple « forum de discussion », dont les résultats ne seraient assortis d'aucun caractère contraignant ni d'aucune nouvelle obligation financière.

Il est regrettable de constater que les négociations n'ont jamais atteint un niveau d'ambition aussi bas que celui dont nous sommes témoins lors de la COP31. Alors que les négociations climatiques entament leur quatrième décennie, il semble que la rhétorique dénuée de toute responsabilité soit devenue la norme ! On observe également une volonté de tirer profit de la détresse des populations vulnérables ; comme le souligne CARE International dans son rapport, nous avons atteint un point de bascule où les flux financiers climatiques s'inversent : les pays africains remboursent désormais, au titre de la « dette climatique », des montants supérieurs à ceux qu'ils reçoivent.

La contradiction fondamentale est flagrante : ceux qui sont le moins responsables du changement climatique continuent d'en payer le prix le plus fort, tandis que les principaux responsables passent leur temps à négocier les modalités d'un soutien, au lieu de le fournir concrètement.

Le déficit de financement climatique ne relève plus d'un problème de ressources financières, mais d'un choix politique délibéré des pays développés. Selon le rapport sur l'écart en matière d'adaptation (Adaptation Gap Report), 305 milliards de dollars seraient nécessaires pour financer l'adaptation, alors que les montants actuels se situent entre 28 et 32 milliards de dollars. L'Afrique ne reçoit qu'une somme dérisoire de 14,8 milliards de dollars par an pour l'adaptation — dont 50 % sous forme de prêts — alors que les besoins annuels s'élèvent à 102 milliards de dollars.

Pour le continent africain, où les coûts liés à l'adaptation menacent d'anéantir les progrès en matière de développement et de détruire des vies et des moyens de subsistance, l'adaptation ne saurait être une option. Il s'agit, ni plus ni moins, de la différence entre la famine et les récoltes, entre le déplacement forcé et la dignité, entre la résilience et la perte de vies humaines.

Les pays africains sont de plus en plus contraints de s'endetter, simplement pour protéger leurs populations face aux conséquences d'une crise dont ils ne sont pas à l'origine. Or, aucune nation ne devrait avoir à choisir entre le remboursement de sa dette et la protection de ses communautés contre

les sécheresses, les inondations et la faim. Le financement de l'adaptation ne doit donc pas être perçu comme une forme d'aide, mais comme un investissement dans la survie, la justice et la sécurité humaine. La survie ne peut attendre !

Alors que la COP31 touche à sa fin, dans un climat inquiétant laissant craindre une nouvelle réunion sans résultats concrets, nous conservons une vision claire de l'avenir que nous appelons de nos vœux à Antalya. Nous soutenons l'action climatique. Nous soutenons une transition juste. Mais une transition juste ne saurait devenir une nouvelle source d'inégalités. L'Afrique ne demande pas la permission de se développer. Nous réclamons une réelle opportunité de nous développer différemment ! L'action climatique doit favoriser une industrialisation verte, élargir l'accès à l'énergie, créer des emplois décents, renforcer la résilience et accélérer la transformation économique. Aucun pays ne devrait être contraint de choisir entre développement et action climatique. Les pays qui ont le plus tiré profit d'un développement fondé sur les combustibles fossiles doivent agir en priorité pour réduire leurs émissions, tout en fournissant les financements, les technologies et le soutien nécessaires pour permettre à l'Afrique et aux communautés vulnérables de bâtir un avenir prospère et décarboné.

Le monde sait déjà ce qu'il convient de faire. Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est le courage politique d'agir. La véritable mesure du succès à Antalya ne résidera pas dans les promesses des gouvernements, mais dans les résultats concrets qu'ils apporteront aux populations et aux communautés en première ligne de la crise climatique.

- FIN -